MDG:F
Fonds pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement
Info Haïti
No. 003/ Nov 2011
La Newsletter du Programme conjoint pour la prévention des conflits et la cohésion sociale (PCCS)
ONUFEMMES, OIM, PNUD, UNESCO, UNFPA
Le PCCS est financé par le Fonds OMD, lequel est établi grâce à une généreuse contribution du gouvernement Espagnol au Système des Nations Unies. Le Fonds est effectif dans 49 pays, dont Haiti

# Sommaire

Editorial — Le Programme conjoint prend son envol (P. 1-2)

Le PCCS Sur Le Terrain

- Les Cayes: Une Route pour sortir la Créole de l'isolement (P. 2-3)
- «Lanmou pa danse kole ak Vyolans» (P. 3)
- Violence Conjugale: Le PCCS responsabilise les jeunes de quartiers populaires (P. 4)
- Port-de-Paix: Construction de petites places publiques dans des quartiers populaires (P. 6)

En Bref — Le programme Conjoint forment des leaders d'opinion (P. 6)

Interview — Violence et Criminalité: Le PCCS appuie la recherche (P. 5)

A Venir — Plein feux sur l'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité (P. 6)

Editorial

## Le Programme conjoint prend son envol

«Le programme conjoint pour la prévention des conflits et la cohésion sociale (PCCS), prend plaisir à vous présenter la troisième édition de sa Newsletter MDG-F/Haïti-Info.

Comme vous le savez, notre programme conjoint est financé par le Fonds pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement,(F-OMD ou MDG-F en anglais) qui est un mécanisme de coopération international visant à accélérer les avancées sur le front de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) partout dans le monde.

**Établi en décembre 2006 grâce à une généreuse contribution de 710 millions de dollars américains offerte par le gouvernement espagnol au système des Nations Unies, le Fonds pour la réalisation des OMD appuie les gouvernements nationaux, les autorités locales et les organisations de citoyens dans leur lutte contre la pauvreté et l'inégalité. Forts de 128 programmes actifs, mis en œuvre dans 49 pays, dont Haïti, répartis sur les 5 régions du monde, le Fonds apporte une aide directe et indirecte à plus de 20 millions de personnes. En Haïti le programme réunit l'OIM, l'ONUFEMMES, le PNUD, l'UNFPA et l'UNESCO.**

Dans ce numéro nous vous présentons nos dernières réalisations, dans le cadre de notre Programme

# Le Programme conjoint prend son envol (suite)

conjoint, dans trois des cinq zones d'intervention, à savoir : Les Cayes, Ouanaminthe et Port-de-Paix. Ces activités participent toutes à la même mission : réduction de la pauvreté, l'autonomisation des femmes, l'offre d'opportunités économiques, le renforcement de la cohésion sociale dans les communautés vulnérables et la réduction de la violence.

Dans les faits, cette édition rapporte des activités qui démontrent qu'il suffit parfois de peu pour faire une différence dans le quotidien des gens. Par exemple, construire une route pour sortir un quartier de l'isolement, jeter une passerelle sur une ravine afin de relier diverses communautés, réaliser une petite place publique pour améliorer le cadre de vie et offrir un espace d'échange et de loisirs sains aux jeunes, renforcer une organisation de femmes pour offrir un meilleur paquet de services aux victimes de violence tout en investissant dans la prévention, inciter les finissants de l'Université à s'intéresser à la problématique de la violence et de la criminalité afin d'augmenter l'éventail des données disponibles et mieux orienter ainsi les actions des décideurs politiques… autant d'initiatives qui touchent directement les populations cibles dans leur quotidien.

Aujourd'hui, dans le contexte de la reconstruction d'Haïti, il est important que l'intégration des jeunes soit au cœur des débats. Il est tout aussi de bon ton que le secteur privé participe à ce vaste mouvement d'intégration, dans le but de construire un avenir plus serein, plus équitable et plus stable pour tous les enfants d'Haïti.

**L'Equipe du Programme Conjoint pour la prévention des conflits et la cohésion sociale (PCCS) MDG-F/PNUD**

## Le PCCS Sur Le Terrain

## (Les Cayes) Une Route pour sortir «La Créole» de l'isolement

Dans le cadre du Programme conjoint, l'OIM vient d'achever le pavage d'une route à « La Créole », un quartier populaire de la ville des Cayes jadis confronté à de fréquentes inondations. A en croire les témoignages, cette route, inaugurée le 11 novembre dernier, ouvre une nouvelle page dans l'histoire du quartier.

A la question : en quoi la construction de cette route améliore la vie ici, Ronald Rivage marque une pause avant de répondre, « pour mieux t'expliquer essaie d'imaginer, un soir de pluie, des dizaines de familles prises au piège de l'inondation, Regardez les enfants et leurs parents agrippés sur la table en attendant l'aube avec anxiété. Voyez maintenant, au lendemain matin, les parents, les pieds dans l'eau, obligés d'emmener leurs enfants à l'école, un à un, sur leurs épaules... Ce n'est pas juste une route qui a été construite pour nous ; ce sont de nombreux soucis qui s'en vont », assure, reconnaissant, Ronald, membre de l'association locale Rassemblement des jeunes pour le développement du quartier La Créole, initiatrice du projet.

# (Les Cayes)
# Une Route pour sortir «La Créole» de l'isolement...

La route est construite en béton et est assortie d'un système de drainage qui aide à prévenir les inondations. Mais pour arriver jusque-là du chemin a été parcouru. Quand l'association locale porteuse du projet l'a présenté à l'OIM, elle était loin de se douter du prix à payer.

En effet, après évaluation, le verdict des ingénieurs est tombé, sans appel. La route en terre battue n'a pas la taille conventionnelle requise. Pour avoir la distance latérale de 6 mètres exigée, on doit casser, en partie, plusieurs dizaines de maisons. Dilemme ! « Tout le monde voulait avoir la route mais personne n'était prêt à consentir aux sacrifices, au début », se rappelle Rodine Saint-Jean, agronome, travaillant à OIM/Cayes.

L'OIM a donc demandé aux habitants du quartier de se concerter pour résoudre le problème et de l'informer dès qu'une issue pacifique aurait été trouvée.

Au bout d'un mois de pourparlers, de rencontres formelles et informelles qui ont impliqué la Mairie, la délégation, les notables et tous les représentants du quartier La Créole, un terrain d'entente a finalement été trouvé.

Par consensus, chacun a accepté de perdre une partie de son intérêt personnel au profit du bien-être de la communauté. Les maisons concernées ont été donc cassées, sans exigeance de dédommagement de la part des propriétaires.

Une expérience mémorable et enrichissante pour les membres de la jeune association locale qui ont su ainsi participer au développement de leur quartier tout en préservant la cohésion sociale. En retour, ils ont gagné la notoriété et le respect de leur communauté.

# Lanmou pa danse kole ak Vyolans

C'est autour de ce thème que le Programme conjoint a marqué la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'egard des femmes, le 25 novembre dernier.

Ce thème a été retenu pour attirer l'attention sur le fait que la violence conjugale marque le quotidien de très nombreuses femmes haïtiennes de tous les milieux socioéconomique en Haïti. Malheureusement cette forme de violence passe inaperçue du fait qu'elle est, d'une certaine façon, tolérée par la société et la culture haïtienne.

Il s'agit, en fait, d'une grande campagne de sensibilisation qui regroupe de nombreux moyens de communication: Formation de 27 leaders d'opinions (provenant de nos cinq villes cibles et de Camp Corail, Port-au-Prince), séance de sensibilisation avec des jeunes de quartiers populaires, publication de 50.000 exemplaires d'une bande dessinée appelant à la mobilisation communautaire contre la violence conjugale. Sans compter d'autres supports de communication tels t-shirts, banderoles, pancartes etc. En outre les partenaires de terrain prévoient de réaliser à l' occasion des marches, des émissions radio et télé, des conférences de presse etc.

Des organisations de femmes partenaires assurent assurent la mise en oeuvre des activités sur le terrain et les agences partenaires du Programme conjoint viennent en appui.

Il s'agit de la Coordination des Femmes du Nord'ouest (KOFANE) Ouanaminthe, du Mouvement des Femmes de Port-de-Paix, (MOFAP) Port-de-Paix, de l'Association des Femmes progressistes des Gonaïves (AFPROG) Gonaïves, de l'Organisation des femmes de Charettes (OFC), Saint-Marc et du Groupe d'appui au développement du Sud (GADES) Les Cayes.

# Prévention de la violence conjugale

## Le PCCS responsabilise les jeunes de quartiers populaires

Issus pour la plupart de quartiers populaires de Port-au-Prince, principalement de Bel-air, une vingtaine de jeunes encadrés par l'ONG brésilienne Viva Rio ont pris part à une séance de sensibilisation sur les violences conjugales le 27 octobre 2011. Initiée par le Programme conjoint pour la prévention des conflits et la cohésion sociale (PCCS), cette formation « a porté sur les dispositions légales en matière de violences physiques et sexuelles » et a été animée par l'homme de loi Dramé Mamadou Alioune,

« Les jeunes savent désormais à quoi ils s'exposent s'ils enfreignent la loi. L'objectif étant de les responsabiliser et de les habiliter à mieux faire la prévention de la violence conjugale dans leur communauté », a résumé l'animateur Dramé Mamadou Alioune.

« J'ignorais que la loi pénalisait les attouchements physiques dans les lieux publics », s'est étonné Casimir Cianise toute souriante, à la fin de la séance. Cette initiative a été réalisée en prélude à la célébration de la journée mondiale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre 2011.

« Jusque-là, je considérais les violences physiques comme étant la forme d'agression la plus grave. J'ai appris dans cette formation que la violence psychologique s'avère aussi dangereuse et peut même conduire au suicide », a souligné pour sa part Mario Martin, assistant à la formation à Viva Rio.

D'autres jeunes encore, comme Louis Michelet, du Centre de Sérigraphie, entend utiliser leurs talents de peintre pour sensibiliser le grand public.

« J'ai été tellement touché par cette formation que déjà je commence à concevoir une toile pour dénoncer les violences conjugales dans les quartiers populaires », nous a-t-il confié. Michelet pense exposer son œuvre le 25 novembre 2011.

Casimir Cianise, quant à elle, entend commencer la sensibilisation d'abord chez elle. Une semaine après la formation cette jeune femme mariée depuis deux ans, nous confie avoir remis les documents de formation à son mari : « Jusque-là il est irréprochable, mais je les lui donne… juste au cas où », a-t-elle prévenue.

Les jeunes étaient très enthousiastes à l'idée de disséminer les connaissances acquises dans leur communauté respective, avons-nous constaté. Plusieurs d'entre eux ont souhaité bénéficier d'une nouvelle séance de sensibilisation pour approfondir les questions liées à la problématique de la violence conjugale.

# Le PCCS apporte un appui à la recherche



Dans le cadre du Programme conjoint pour la prévention des conflits et la cohésion sociale (PCCS), l'Unesco et le PNUD lancent, en partenariat avec l'Université d'Etat d'Haïti, un projet de recherche au bénéfice des étudiants finissants niveau maîtrise et licence. Nous avons rencontré M. Gilles Cavaletto, Chargé de programme à l'Unesco qui a bien voulu mettre en contexte ce projet. Il nous expose les objectifs et les résultats attendus à terme.

MDG-F/Haiti Info: Bonjour Gilles Cavaletto (G.C). Pouvez-vous nous présenter le projet de recherche mis sur pied dans le cadre du Programme conjoint ?

G.C: Bonjour Vantz Brutus, c'est un projet qui est en support à la recherche universitaire, précisément il vise à promouvoir la recherche scientifique inspirée de thématiques liées à la violence et la criminalité en Haïti. Ce projet s'étend sur l'année académique en cours, soit de septembre à juin 2012.

MDG-F/Haiti Info: Quels sont les étudiants éligibles dans le cadre de ce projet ?

G.C: Le projet est destiné aux étudiants finissants (master ou licence), de toutes les disciplines, à l'Université d'Etat d'Haïti, l'Université Notre Dame et l'Université Episcopale Nous tenons à encourager une approche multidisciplinaire de la problématique de la violence en Haïti, afin de mieux appréhender le phénomène et favoriser également une réponse intégrée. Pour cela nous allons sélectionner les 27 meilleurs projets de recherche.

MDG-F/Haiti Info: De quoi les candidats sélectionnés vont-ils bénéficier concrètement ?

G.C: Les auteurs des projets de recherche retenus auront à bénéficier d'un accompagnement financier et technique facilité par l'UNESCO et le PNUD.

Les trois premiers lauréats de chaque catégorie (master et licence) participeront à un stage rémunéré soit dans un centre de criminologie à l'étranger ou au sein de l'Observatoire National de la violence et de la criminalité (ONAVC). Ils recevront également des ordinateurs, des ouvrages et autres matériels. Leurs travaux seront publiés dans la revue de l'UEH. Mais tous les travaux des 27 sélectionnés seront publiés sur le site de l'UEH.

Je dois ajouter que les étudiants ainsi que les professeurs qui devront les encadrer bénéficieront, au préalable, de séminaires de recherche de renforcement de capacités appuyés par le PNUD.

MDG-F/Haiti Info: Qu'en est-il de l'évaluation du dossier des candidats, qui est en charge de cet aspect ?

G.C: Le comité assurant la coordination du projet est en charge de cet aspect. Ce comité est formé de représentants des trois universités participantes de l'UNESCO et de l'ONAVC.

MDG-F/Haiti Info: Quels sont les obligations faites aux bénéficiaires ?

G.C: En acceptant cette subvention les candidats s'engagent à mener à terme un travail de recherche de qualité.

MDG-F/Haiti Info: A terme, à quelles retombées vous attendez-vous : sur le plan académique, politique… ?

G.C: Nous souhaitons fortement que les recherches entreprises dans le cadre de ce projet puissent contribuer à éclairer la compréhension sur la violence et la criminalité en Haïti et influencer les prises décisions politiques visant à combattre ces phénomènes de société.

Au niveau académique nous aimerions constituer un noyau dur de chercheurs, avec l'espoir que certains d'entre eux continueront à s'intéresser au champ de la violence et de la criminalité. Enfin, nous espérons participer au renforcement de l'Université d'Etat d'Haïti, particulièrement de son Observatoire National de la violence et de la criminalité (ONAVC). Ainsi nous prévoyons de doter l'ONAVC d'un centre de recherche qui comprendra notamment une bibliothèque spécialisée ainsi qu'une salle équipée d'ordinateurs que les 27 sélectionnés pourront, par exemple, utiliser dans le cadre de leur recherche.

MDG-F/Haiti Info: Un mot sur les limites de ce projet.

G.C: Nous sommes limités en ressources et dans le temps mais je suis très encouragé par le dynamisme dont fait montre les partenaires nationaux, principalement le directeur à la recherche à l'UEH, M Fritz Deshormes. Nous sommes optimistes.

Au centre Maureen Mayne en compagnie du Maire de Port-de-Paix Guillet Salvador lors de l'inauguration de la Place de Démélus

Démélus

Nan Kouyout

# (Port-de-Paix) Construction de petites places publiques dans des quartiers populaires

Le PCCS a entrepris de créer des espaces de rencontres et de loisirs à l'intérieur de quartiers populaires en proie à la promiscuité à Port-de-Paix. Ces petites places publiques permettent désormais aux jeunes de Démélus et Nan Kouyout de se retrouver pour étudier ou simplement pour se parler. Les initiateurs de ces projets sont des dirigeants de regroupements communautaires. Ils voudraient utiliser ces espaces comme lieu de sensibilisation contre la violence en général et pour faire la prévention des MST. Pour cela ils rêvent de collectionner des films-documentaires traitant de ces sujets... Ces petites places n'ont pas coûtés des sommes astronomiques. Toutefois, les bénéficiaires ne tarissent pas d'éloges pour ces genres d'initiatives qui disent-ils changent l'image de leur communauté.

# En Bref

## Le PCCS forme des leaders d'opinion

Le programme conjoint a réalisé deux journées de formation (9-10 nov) sur la thématique de la violence conjugale, à l'intention des leaders d'opinion en provenance des cinq sites d'intervention du programme: Ouanaminthe, Port-de-Paix, Gonaives, Saint-Marc, Les Cayes et Camp Corail (Port-au-Prince). L'effectif des participants étaient de 27 personnes: cinq représentants de chacune des villes précitées plus deux représentants de Camp Corail. Les leaders d'opinions comprenaient des juges en exercice, des Casecs/Assecs, des journalistes, des représentants d'organisation de femmes et des leaders communautaires.

Ces personnes formées auront à prendre part à des séances de sensibilisation dans les écoles, universités etc. à l'occasion du 25 novembre qui ramène la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

# A Venir

MDGF/Haiti-Info a rencontré le Gestionnaire de l'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité. M. Claude Mane Das revient sur les objectifs de cette entité de l'Université d'Etat d'Haiti. Il nous parle des projets en cours et révèle ses plans pour 2012.

Conception et mise en page: Vantz Brutus, vantzbrutus@gmail.com